RAPPORT

SUR

LE CONCOURS POUR LE PRIX QUINQUENNAL

DE 5,000 FRANCS

FONDÉ PAR M. FÉLIX BEAUJOUR,

PAR M. HIPPOLYTE PASSY,

Pair de France.



PARIS.

Au bureau du Journal des Economistes,

CHEZ GUILLAUMIN, ÉDITEUR,

RUE RICHELIEU, 14.

1845

EXTRAIT

DU

JOURNAL DES ÉCONOMISTES,

Revue mensuelle de l'Économie politique, des Questions agricoles, manufacturières et commerciales.

N° 45. — Août 1845.

PRIX D'ABONNEMENT : 30 FR. PAR AN POUR TOUTE LA FRANCE ;
SIX MOIS : 16 FR.

Imprimerie de Hennuyer et Turpin, rue Lemercier, 24. Batignolles.

RAPPORT

SUR

LE CONCOURS POUR LE PRIX QUINQUENNAL DE 5,000 FRANCS,

FONDÉ PAR M. FÉLIX BEAUJOUR.

En 1843, devait être décerné le prix quinquennal de cinq mille francs, fondé par M. le baron Félix Beaujour. Le sujet mis au concours était le suivant: « Rechercher quelles sont les applications les plus utiles qu'on puisse faire de l'association volontaire et privée au soulagement de la misère. »

En adoptant ce sujet, l'Académie se proposait de provoquer l'examen approfondi de questions qui alors suscitaient de vives controverses. A toutes les époques se rencontrent des esprits qui, dans leur ardeur spéculative, tiennent peu de compte des réalités sociales; mais il est des temps qui ont le don de les multiplier; et, depuis plus de dix ans, de nombreux réformateurs ne cessaient d'appeler la France à les suivre dans un monde de leur invention. A les entendre, l'humanité tout entière avait failli à sa véritable destinée; elle s'était égarée dans sa marche, et de là les souffrances dont le poids continuait à l'accabler. Le moment était venu de lui rendre la lumière; ils l'apportaient éclatante et pure, et, bien que leurs plans de régénération différassent assez sensiblement, chacun n'en affirmait pas moins hardiment que le sien, savamment médité, suffirait pour bannir à jamais le vice et l'indigence, et ne laisser ici-bas que des populations sages, heureuses et florissantes. De telles utopies ne pouvaient être prises au sérieux; mais au fond des conceptions les plus aventureuses se trouvent d'ordinaire quelques portions de vérité dont l'attrait en assure le crédit, et il importait d'examiner si l'association, à laquelle les novateurs, quelque divers que fussent leurs systèmes, attribuaient tous une puissance infinie, était susceptible d'applications nouvelles, aptes à limiter, à réduire l'action des causes de l'indigence.

Le grand nombre des Mémoires qui lui parvinrent attesta que l'Académie ne s'était pas méprise sur l'état momentané des esprits. Parmi ces Mémoires, il y en eut de considérables et d'un mérite réel; aucun cependant n'obtint une approbation sans réserve, et l'Académie, après avoir hésité à retirer la question du concours, se décida à l'y remettre pour l'année 1845.

Le motif qui influa le plus sur sa détermination fut la crainte que plusieurs des concurrents n'eussent attaché aux termes dans lesquels la question avait été posée un sens trop étroit pour avoir pu user de toute la liberté d'examen nécessaire. Aussi prit-elle soin de les prémunir contre toute méprise. Un nouveau programme leur annonça qu'elle n'entendait pas borner le champ ouvert aux recherches, et qu'elle les engageait à n'omettre aucune des considérations qu'ils jugeraient de nature à prêter appui à leurs doctrines.

Cette fois encore, les concurrents n'ont pas fait défaut à la tâche. Vingt Mémoires sont arrivés dans le délai prescrit : tous ont été l'objet d'un examen scrupuleux, et c'est à regret que votre commission s'est vue dans l'obligation de vous proposer de ne pas décerner de prix et de retirer définitivement la question du concours.

D'où vient que l'attente de l'Académie a été si peu satisfaite ? Serait-il vrai que la question n'ait pas été présentée sous les formes les plus propres à en faire ressortir la portée et le véritable caractère? Peut-être quelques Mémoires où, à une critique ingénieuse et parfois profonde des erreurs du socialisme, ne succèdent que des combinaisons déjà connues ou manifestement impraticables, permettraient-ils de le supposer ; mais, en y regardant de près, il demeure évident que si le concours a échoué, c'est faute, chez la plupart des concurrents, des connaissances générales et mûrement réfléchies dont ils avaient besoin pour aborder avec tout le succès désirable une haute et délicate question d'ordre social.

Dans ce concours, comme dans celui qui avait précédé, il n'est pas une école, pas une secte qui n'ait eu ses représentants. Quatre Mémoires produisent dans leurs diverses nuances les idées du socialisme actuel; plusieurs autres leur font des emprunts plus ou moins considérables, et il en est quelques-uns aussi où ne se rencontre aucune de ces vues erronées qu'enfantent de fausses appréciations des nécessités et des lois du développement humanitaire. C'est dans l'ordre où les classe l'analogie ou la parenté des doctrines qu'ils exposent, que nous allons vous entretenir de ceux de ces Mémoires qui nous ont paru devoir être signalés à votre attention.

De tous les Mémoires qui ne prétendent pas à moins qu'à transformer le monde social et à combler les peuples de félicités, dont ils n'ont été privés que parce qu'ils se sont mépris dans le choix des routes ouvertes devant leurs pas, le plus hardi est celui n° 15. L'auteur est franchement communiste. Tous les socialistes, dit-il, le sont; mais ils le sont plus ou moins complétement. Quant à lui, il va résolument jusqu'au bout du système qui a sa préférence. C'est l'association universelle qu'il réclame. Patrie, propriété, famille, mariage, ce sont là des vieilleries qu'il faut supprimer, afin que rien sur la terre n'appartenant plus à personne, la terre et tout ce qu'elle contient appartiennent à tous. Du reste, il est certain que sous ce régime si simple et, à son avis, si conforme aux penchants naturels à l'homme, tout s'arrangera dans le meilleur ordre; chacun s'empressera de travailler dans la mesure de ses forces, et ne réclamera dans les fruits des labeurs universels qu'une part justement proportionnée à ses besoins. Aussi n'y aura-t-il plus ni châtiments ni récompenses : d'ailleurs c'est une erreur de supposer qu'il dépende des individus d'être bons ou méchants, et il est absurde de les punir ou de les rémunérer à raison de ce qu'ils se montrent dans leurs actes tels que la nature les a faits.

Au surplus, l'auteur ne voudrait pas que la coaction contribuât à l'établissement de l'association universelle. C'est pour avoir fait appel à la force brutale qu'Alexandre le Grand, Rome sous les Césars, la République française et Babeuf, ont échoué. La vérité est assez forte pour faire son chemin toute seule, et il suffira, pour atteindre le but, de s'emparer des esprits et de proposer des contrats d'engagement. A l'aspect du bien que produira l'exécution de ces contrats, les peuples s'inclineront devant la lumière nouvelle, et le jour ne sera pas éloigné où tous, volontairement unis et reliés, se partage-

ront fraternellement la terre et la subdiviseront en cantons de trois lieues carrées, au centre desquels une population de deux mille âmes se réunira dans un édifice semblable au palais de Versailles.

Alors, à la place des gouvernements actuels, se formera, pour la direction des affaires humaines, un grand conseil de deux mille personnes de l'un et de l'autre sexe, et ce grand conseil pourra siéger à Paris ou à Londres. L'auteur préférerait cependant que ce fût à l'isthme de Suez, point qui lui paraît plus central.

Aucun autre Mémoire ne montre une foi si pleine et si robuste dans la vertu du communisme. C'est sous les drapeaux de Fourier et d'Owen que marchent les auteurs de quelques-uns de ceux qu'il nous a fallu examiner, mais encore ne les suivent-ils qu'à distance, et parfois même d'assez loin pour les perdre momentanément de vue. Ainsi, dans le Mémoire n° 7, nous est proposée l'association par commune et l'organisation du travail par séries et par groupes; mais l'auteur laisse subsister les distinctions de fortune. Chacun obtiendra dans le produit un surcroît de part proportionné à la valeur de ses apports, et de là, trois classes de sociétaires : les pauvres, les gens aisés et les riches, classes qui toutes seront nourries et logées séparément dans les phalanstères. Il va sans dire que grâce à l'énergie féconde de labeurs rendus attrayants, les pauvres même vivront dans la plus douce abondance; quant aux riches, leurs jours s'écouleront au sein de magnificences et de plaisirs dont notre monde individuel et morcelé ne saurait maintenant les environner. Le Mémoire n° 2 n'est pas d'un socialisme à beaucoup près aussi prononcé. Des colléges industriels sous la direction desquels se rangeraient des groupes distincts de travailleurs appartenant aux professions semblables ou analogues, voilà tout ce qu'il réclame pour le bonheur de l'humanité. Un autre Mémoire inscrit sous le n° 18 ne va pas même aussi loin. Suivant l'auteur, il suffirait de fonder des établissements agricoles de trois cents hectares, et d'y placer cent familles, qui, après six ans de travail en commun, pourraient ou rester associées ou acquérir la possession exclusive de trois des hectares qu'elles auraient concouru à fertiliser.

Quelque vaste que soit le champ de l'erreur, les conceptions du communisme et du socialisme ne sauraient être fort variées, et les plans des réformateurs contemporains n'ont rien qui les distingue essentiellement de ceux de leurs devanciers. Ce qui, de tout temps, a enfanté les utopies, c'est le spectacle des misères dont l'humanité n'a pu s'affranchir. A l'aspect des maux que traînent avec elles les sociétés les plus prospères, il s'est toujours rencontré des hommes qui en ont accusé l'ordre établi. Vivement émus des souffrances des pauvres, ils se sont élevés contre l'inégalité des conditions, et c'est en anéantissant ou limitant les droits de propriété qu'ils ont songé à les faire disparaître. Une fois à l'œuvre, les réformateurs les plus logiques ont compris qu'il y avait entre l'existence de la famille et la possession privée des liens naturels, et que, pour mettre fin à celle-ci, il était indispensable de supprimer le mariage et la paternité. Les moins hardis, au contraire, ont cherché des tempéraments, des modes d'organisation qui prévinssent une telle nécessité; mais entre les combinaisons en apparence les moins semblables, ne subsistent en réalité que des différences qui proviennent de ce que leurs auteurs se sont arrêtés à des points divers de l'échelle des déductions commandées par la donnée primitive.

A partir de Platon jusqu'aux utopistes modernes, longue serait la liste des

hommes qui, suivant l'expression admise aujourd'hui, ont proposé de socialiser les biens et le travail; et sur cette liste figureraient les noms révérés de Guillaume Penn, de Thomas Morus, et même de Fénelon. Et ces spéculations ne sont pas toujours restées dans le domaine de l'idéalité pure. A la voix de Mazdek, la Perse en a tenté la réalisation; et l'Allemagne a vu les régénérés de Thomas Muncer et de Jean de Leyde s'armer pour les lui imposer. Des sectes nombreuses, mais plus pacifiques, en ont fait des applications restreintes ou partielles. L'antiquité a eu ses esséniens et ses thérapeutes, et longtemps avant qu'elle comptât des communautés sorties des croyances du quakérisme et de l'anabaptisme, l'Europe moderne avait connu des apostoliques, des dulcéens et bien d'autres associations; les unes aspirant à ouvrir aux peuples des voies nouvelles, les autres contentes de se cantonner au sein d'États dont la puissance les couvrait d'une protection qu'elles n'eussent pu trouver dans leur propre constitution.

Il est des époques particulièrement fertiles en systèmes de réorganisation sociale; ce sont celles où s'accomplissent violemment de grandes transformations : alors, non-seulement le désordre des faits réagit sur beaucoup d'imaginations, mais les misères et les afflictions abondent, et les sympathies qu'elles excitent sèment des doutes sur l'équité de lois impuissantes à les guérir. En Italie, les utopies se multiplièrent durant les longues luttes qui morcelèrent le sol en tant de petits États ennemis ou rivaux. En Allemagne, la guerre dévastatrice de trente ans; en Angleterre, les troubles enfantés par la réforme religieuse et les maux appelés par les discordes civiles, en firent éclore de toutes parts, et si maintenant la France en est le principal foyer, elle le doit à cette suite de crises diverses qui, depuis plus d'un demi-siècle, ont marqué les phases successives de sa révolution.

Ce qui laisse aux utopies politiques et sociales un si libre et si vaste champ, c'est l'état arriéré des sciences. Il y a longtemps que les autres sciences ont renoncé aux hypothèses et aux suppositions; c'est en étudiant attentivement les faits, en les recueillant, en les classant, en constatant ce qu'ils ont de commun, qu'elles parviennent à discerner les vérités dont la connaissance assure leurs progrès. Toute autre méthode est justement réprouvée, et les spéculations les plus ingénieuses n'osent se produire que fortes de l'appui d'observations exactes et précises. Les sciences politiques n'en sont pas là encore, l'imagination y maintient en partie son empire, et bon nombre des écrivains qui leur vouent leurs loisirs semblent ignorer que l'humanité aussi a ses lois organiques pleinement révélées par des faits d'une universalité et d'une similitude constantes. Prenez les sociétés à leur berceau, vous les verrez tendre dès lors à la constitution de la famille et à l'établissement du droit de propriété, et ne s'élever à une meilleure destinée que dans la mesure où s'affermissent et s'étendent ces deux bases essentielles de la prospérité de tous. C'est que l'activité individuelle, source unique de toute prospérité collective, n'a d'autre mobile efficace que la possibilité d'obtenir pour soi et les siens les avantages du rang et de la fortune. Du jour où cette possibilité a été reconnue, les intelligences supérieures, les hommes dont les découvertes frayent aux masses les voies du bien-être, ont déployé toute la puissance de leurs facultés, et la richesse est devenue la récompense de leurs efforts. Ainsi se sont formées graduellement de hautes classes dont les épargnes ont créé de nouveaux et plus amples moyens de production, et qui, grâce aux loisirs dont elles jouissaient, ont cultivé les arts et les

sciences, sans lesquels le travail n'aurait pu croître en énergie et en fécondité. Supposez qu'il en eût été autrement, supposez que les biens de la terre fussent restés dans la communauté, nulle part ne se seraient amassés ni lumières ni capitaux, et les sociétés, privées des avantages qu'elles ont tirés de leur accumulation progressive, croupiraient encore dans l'indigence originaire.

Les novateurs, communistes et socialistes, imaginent que la distinction des biens et des fortunes a eu pour effet de réserver au petit nombre des avantages ravis aux masses et auxquels tous avaient également part. Eh bien, les faits démentent complétement cette supposition. Ce qu'il y avait primitivement de commun à tous, ce sont des privations et des souffrances plus rudes que celles qui subsistent aujourd'hui. La constitution de la famille et celle de la propriété n'ont fait que deux choses : d'une part, elles ont adouci ces privations et ces souffrances ; de l'autre, elles ont affranchi successivement des portions de plus en plus considérables de la communauté. Mais si la richesse est devenue le partage de classes nombreuses, les autres n'en ont éprouvé aucun dommage. Loin de là : quelques fruits des progrès accomplis ont germé et mûri dans les rangs les plus humbles, et chez les nations avancées, les pauvres même sont à l'abri d'une foule de misères sous le poids desquelles succombent parfois jusqu'aux chefs de malheureuses peuplades sauvages fréquemment décimées par la faim et les maladies.

Tels sont les faits attestés par l'histoire de la civilisation, et que dévoile aussi la comparaison facile à faire des divers états où subsistent encore les populations inégalement avancées du monde moderne. Ce qui étonne le plus dans les plans si laborieusement conçus par les réformateurs de tous les temps, c'est la peine qu'ils se donnent pour inventer des modes d'organisation à travers lesquels les sociétés ont déjà passé, et qui de nos jours n'ont pas cessé d'exister dans les contrées à demi barbares. Qu'est le communisme, par exemple, sinon le retour à ces âges d'ignorance et de misère où la terre et ses fruits appartenaient à tous? Le communisme, c'est l'humanité à son début, c'est la vie sauvage dans sa plénitude, c'est le mode d'existence des tribus les plus arriérées de l'Australie et de la Terre-de-Feu. Ce n'est pas tout d'un coup que ce régime a pris fin ; il a fallu franchir des degrés intermédiaires, et les populations ne sont arrivées à laisser la propriété privée s'organiser et se perpétuer qu'après avoir vécu longtemps dans les liens du socialisme. D'abord, le sol a été cultivé en commun au sein des diverses peuplades, et les fruits en ont été partagés entre tous ; puis à chaque famille a été attribué un lot qui, tous les ans ou à certaines époques, rentrait au fonds commun et passait à de nouvelles mains. Lisez la Bible, Hérodote, César, Tacite, Diodore, Strabon : vous apprendrez que telles étaient les règles suivies par les Juifs, les Egyptiens, les Gaulois, les Germains, les Vaccéens, les Dalmates. Voyez où en étaient les populations de l'Amérique au moment où les Européens les découvrirent. « L'agriculture, dit Robertson, n'avait pas introduit le droit complet de propriété. Parmi plusieurs tribus, le produit des terres cultivées était déposé dans un grenier public, et réparti, à des époques fixes, suivant les besoins de chacun ; parmi les autres, quoique tous eussent leurs magasins particuliers, le droit de propriété n'allait pas jusqu'à autoriser les uns à posséder du superflu, et à laisser leurs voisins en butte aux privations. » Robertson aurait pu ajouter que déjà, au Pérou, avait commencé l'usage de distribuer, chaque année, aux familles, des lots de terres qu'elles cultivaient pour leur propre

compte, et qu'au Mexique déjà le système féodal commençait à s'établir. En Afrique, le socialisme est encore en pleine vigueur chez une foule de nations. « Là où les propriétés territoriales sont connues, où les individus possèdent des terres, dit l'*Histoire générale des voyages*, en résumant les observations de Golbéry, les nègres sont riches; mais, dans la plus grande partie de l'Afrique, un village entier choisit un terrain, le défriche et l'ensemence. La récolte est faite en commun et se partage dans la proportion des familles : les anciens font les parts sans qu'il s'élève la moindre altercation; ou bien elle est déposée dans des magasins publics fermés et surveillés, et distribuée ensuite suivant les besoins. » Il serait facile de multiplier ces exemples, car les mêmes faits se sont reproduits chez tous les peuples arriérés, tant il y a eu de ressemblance dans les formes sous lesquelles se sont accomplis partout les progrès de l'ordre social. Nous rappellerons seulement que l'aldée, ou commune de l'Inde, continue à présenter un spécimen bien distinct des combinaisons antérieures à l'appropriation privée des terres, et qu'en y regardant de près, on en découvrirait bien des vestiges dans ces contrées du nord de l'Europe où les paysans, appelés à la fois à labourer des champs réservés en totalité au chef ou seigneur, en reçoivent, la moisson achevée, une part proportionnée aux besoins de leur famille.

On le voit, les utopistes les plus hardis n'ont cru tant inventer que faute d'avoir étudié les faits dont la succession compose l'histoire même des phases de la civilisation. Ce qu'ils proposent aux nations modernes, c'est uniquement de revenir sur leurs pas, c'est de recommencer la tâche terminée, en un mot, de rentrer dans les chaînes qu'il leur a fallu briser pour échapper aux misères dont le poids les poussait à avancer dans les voies de la science et du bien-être. On ne peut trop le leur rappeler : l'espèce humaine est arrivée nue et affamée sur la terre; ce n'est qu'au prix de l'inégalité des richesses qu'elle a surmonté les rigueurs de l'indigence primitive, et la supériorité des avantages acquis par les sociétés où le mariage et la sûreté des héritages ont obtenu les plus fermes garanties, témoigne à quel point ces institutions sont indispensables à la prospérité commune et conformes aux volontés de la Providence divine.

Au nombre des exemples cités à l'appui de leurs doctrines par les auteurs de Mémoires socialistes, se rencontre celui des confréries hernhutes ou moraves éparses en Allemagne et aux États-Unis. C'est se méprendre à tous égards : de telles communautés ne parviennent à traîner une existence obscure et pauvre que parce qu'elles forment de petites enclaves au milieu de sociétés autrement organisées, dont les lois les protégent, dont les découvertes les éclairent, dont les armes les défendent. Supposez une nation tout entière soumise à leurs règles : cette nation ne tarderait pas à voir s'arrêter le mouvement progressif des arts et des richesses; la vie s'en retirerait, et le premier conquérant venu s'en saisirait comme d'une proie sans force et sans défense.

Parmi les Mémoires dont nous nous occupons, les uns se bornent à réclamer divers modes d'organisation du travail, destinés à changer les rapports existants entre les profits du capital et le taux des salaires; les autres y ajoutent des colléges industriels chargés de classer, de répartir les travailleurs, de commander les fabrications, d'en vendre et d'en distribuer le produit. Tel est, entre autres, le plan formulé par l'auteur du Mémoire n° 2, qui annonce à l'Académie qu'il lui adresse le fruit de quarante-deux années de méditations

continues. Rien, dans tous ces projets, n'est digne d'une attention sérieuse. C'est dans tous l'oubli constant de ce fait, que les hommes ne déploient toute leur activité intellectuelle et physique qu'à la condition d'être rémunérés de la supériorité de leurs efforts, et que jamais les plus habiles et les plus énergiques ne consentiraient à se contenter de la même part que les fainéants et les incapables ; c'est l'idée chimérique que le régime des castes peut renaître, que les vieux édits qui réservaient à telles localités tels genres de produits et de culture sont applicables aux temps modernes, que des corps administratifs suffiraient à la direction des moindres détails de la vie industrielle, et que leurs prescriptions non-seulement répondraient complétement aux nécessités mobiles et progressives de l'état social, mais répandraient de toutes parts plus de lumières et d'ardeur au travail que les incitations de l'intérêt privé. Nous reviendrons sur ces observations à l'occasion des Mémoires où s'en trouve un examen détaillé.

Après les Mémoires empreints de communisme ou de socialisme, en viennent d'autres qui montrent plus de respect pour l'ordre établi. Ceux-ci n'ont pas la prétention de refondre la société dans de nouveaux moules. Presque tous cependant, ou attribuent à l'association une puissance quelque peu imaginaire, ou attendent d'immenses résultats de mesures qui n'ont rien de nouveau, ou dont l'adoption serait assurément sans aucune efficacité.

Tels sont les Mémoires classés sous les n°s 1, 4, 9 et 11, dont les auteurs cherchent dans la création d'associations générales de charité des remèdes aux maux de l'indigence. Suivant l'un, il faudrait une association dont les membres auraient chez eux un tronc où ils déposeraient 25 centimes par chaque somme de 100 fr. qu'ils recevraient, et ces dépôts, recueillis par des dames de charité, seraient convertis en secours aux malheureux. Suivant deux autres, ce qu'il faut, c'est l'organisation de bureaux d'arrondissement et de département, relevant d'un bureau central fixé à Paris, et recueillant, pour les répartir suivant les besoins des diverses localités, les dons de la bienfaisance publique et privée. Le dernier s'est arrêté à l'idée d'une société chrétienne cantonale, à la tête de laquelle seraient placés les curés, qui donneraient l'exemple des versements en sacrifiant la totalité de leurs émoluments, et auraient soin de séparer les pauvres en catégories appelées à s'entre-secourir. Dans tous ces Mémoires, les intentions sont éminemment louables ; mais à peine si çà et là s'y rencontrent des vues neuves ou applicables qui méritent quelque mention. Nul d'entre eux, non plus, ne rachète par la netteté ou l'éclat de la forme l'insuffisance des conceptions.

Les seuls Mémoires dont il nous reste à parler, à cause de leur mérite réel, sont ceux qui ont reçu les n°s 5, 6, 16 et 19. Ceux-ci sont des œuvres où se rencontrent à la fois du talent, du savoir et de la raison. Deux d'entre eux n'ont pas laissé pourtant de dépasser la ligne du vrai en matière d'association ; les deux autres, au contraire, sont plutôt restés en deçà. Voici les observations qu'ils ont suggérées à votre commission :

Le Mémoire n° 16, portant cette épigraphe, tirée du programme de l'Académie : « Parmi les moyens de soulager la misère, les plus efficaces sont ceux qui tendent à élever les classes pauvres à une meilleure condition intellectuelle et morale », est d'une étendue considérable. L'auteur commence par définir la misère ; et ce n'est qu'après en avoir étudié et classé les causes, qu'il cherche s'il y a moyen de l'éteindre. Reconnaissant alors qu'elle tient à des

causes providentielles, il se borne à examiner dans quelle mesure on peut la soulager, et c'est à l'association qu'il demande d'en venir à bout. Son système embrasse une multitude d'associations diverses. Il en veut contre les maux naissants des faillites, des procédures, des impôts ruineux, en faveur des victimes des révolutions politiques et même des révolutions morales et intellectuelles, et ces associations, il propose de les unir par des liens de dépendance hiérarchique et de les faire aboutir à une sorte de contrôle central.

Arrivé au terme de son travail, l'auteur examine si, de l'influence que pourraient exercer les nombreuses associations qu'il réclame, résulterait une amélioration notable et décisive dans la condition morale et matérielle des classes pauvres, et conclut affirmativement.

Il est loin, au surplus, de prétendre livrer au public un secret qui, dit-il, ne sera jamais découvert. Tout ce qu'il admet, c'est que la charité serait plus efficace si elle s'attachait principalement à combattre la misère matérielle en combattant la misère morale, et en revêtant pour la lutte des formes tout aussi variées que celles sous lesquelles se présente l'infortune.

Ce Mémoire se recommande par des qualités qui malheureusement ne se retrouvent pas les mêmes dans toutes ses parties. La pensée qui a dirigé l'écrivain est généralement sage et modérée : il l'a suivie avec persévérance, rejetant résolument les opinions excentriques des novateurs modernes, et montrant avec sagacité quelles immoralités elles renferment, et combien est grand leur désaccord avec les lois éternelles de l'ordre social. Partout les causes de l'indigence sont l'objet d'une analyse fine et détaillée, et nul doute même que parmi les associations auxquelles il assigne des fins nouvelles, il n'y en ait que l'avenir verra se réaliser. La composition néanmoins a des défauts sensibles. Un certain embarras perce dans le style, l'ordre manque dans l'énonciation des idées, et l'expression est souvent molle et indécise. C'est l'effet de doutes et d'erreurs qui, pesant sur la raison droite et éclairée de l'auteur, l'ont environnée de nuages à travers lesquels il n'a pu discerner toujours la vérité.

Ainsi, il incline à penser que l'indigence gagne du terrain, et que des masses qu'il reconnaît être mieux vêtues, mieux logées, mieux nourries que dans les siècles passés, sont moins aptes à résister aux chocs qui les atteignent. Ce qu'il fallait se borner à affirmer, c'est que les populations agglomérées des manufactures puisent dans leur concentration même des excitations dont l'énergie dommageable les empêche de mettre à profit la supériorité réelle des salaires qu'elles obtiennent. Vainement jouissent-elles de ressources plus amples que les journaliers des campagnes ; entre leurs goûts et les moyens qu'elles ont d'y satisfaire règne une disproportion souvent fatale, et de là des maux qui, dus à leur condition intellectuelle et morale, ne sauraient diminuer que grâce au succès d'efforts entrepris pour élever et épurer les penchants dont elles ont à souffrir.

Dans sa juste compassion pour les misères humaines, l'auteur a parfois peine à se réconcilier avec le mouvement et l'esprit du temps auquel il appartient. « Autrefois, dit-il, la charité était chrétienne ; elle s'exerçait au nom de la religion, et c'était par les mains de ses ministres qu'elle épanchait des bienfaits et des consolations. Aujourd'hui elle s'appelle bienfaisance et philanthropie ; elle s'est faite administrative, économique, politique ; ce n'est plus pour le salut des âmes qu'elle donne, c'est par prudence et pour l'amour

de soi, et la forme qu'elle affecte est celle de l'association. » Il n'y a ni justice ni réalité dans ces assertions : jamais la charité n'a été plus active et plus générale que de nos jours ; aux sentiments, aux motifs qui en déterminaient le cours dans les temps qui ont précédé, s'en sont joints de nouveaux ; et c'est l'expérience qui l'a rendue collective, afin que, plus éclairée, elle acquît dans ses œuvres plus de portée et d'efficacité.

L'auteur lui-même aurait dû le reconnaître, car c'est l'association, et l'association laïque qu'il veut charger du soulagement des misères, et il l'appelle à bon nombre d'œuvres dont jusqu'ici elle n'a pas cru devoir tenter la réalisation. Malgré les taches qui déparent son travail, l'auteur n'en est pas moins digne d'éloges, et il a un mérite particulier, c'est d'avoir été droit au but et rempli, dans la mesure de ses forces, les conditions du programme.

Le Mémoire n° 3 porte cette épigraphe empruntée à Voltaire : « La politique de l'homme consiste à tâcher d'égaler les animaux à qui la nature a donné la nourriture, le vêtement et le couvert. » C'est la plus considérable des compositions adressées à l'Académie, et l'auteur évidemment possède des connaissances assez étendues. Voici comment il a divisé le sujet :

Une première partie traite, dans onze chapitres, des causes de l'indigence dans les sociétés modernes et des divers remèdes qu'on a proposé d'y apporter. La seconde contient un plan de formation d'associations libres et volontaires, et de caisses sociales placées sous la sauvegarde de l'Etat, et destinée à prévenir ou à faire disparaître la plupart des maux qui affligent les populations.

Toute la première partie est riche en détails et en observations qui attestent le soin avec lequel l'auteur a procédé à ses recherches. Malheureusement à des idées justes et saines se mêlent chez lui quelques opinions erronées qui ont laissé leur empreinte sur plusieurs portions essentielles de son travail, et en ont fort affaibli le mérite. Ainsi, bien qu'il ait nettement discerné la plupart des résultats des changements survenus dans l'état des sociétés et constaté la supériorité des temps modernes, il n'en croit pas moins que si la mendicité était plus générale autrefois, le paupérisme maintenant fait des progrès incessants, suscités par le mouvement industriel qui accumule aux mains des capitalistes les profits des entreprises de banques et de manufactures. « La toute-puissance du capital serait, dit-il, un fléau pour la société, si on la laissait se concentrer dans les mêmes mains, et si on ne la détournait pas de sa tendance à conférer exclusivement la richesse à un certain nombre d'individus, et à déshériter les autres de toute espèce de garantie. La puissance du capital serait, dans ce cas, aussi funeste que la conquête aux temps de barbarie, conquête d'où découlent l'asservissement et la confiscation. » Une telle croyance n'a pour elle ni l'appui des données de la science, ni celui des faits accomplis. Le capital, c'est le fruit des épargnes individuelles, c'est la mise en réserve d'un excédant non consommé, et applicable à l'amélioration et à l'extension des moyens de production, et, à moins que les classes laborieuses ne multiplient plus rapidement encore, il est impossible qu'il croisse sans leur assurer de plus amples moyens de bien-être. C'est l'accumulation progressive du capital qui a élevé si haut les sociétés actuelles, et qui, en ouvrant aux masses tant de sources nouvelles d'occupation et de travail, les a tirées de la servitude et du dénûment où elles languissaient dans l'ancien monde européen.

Quant à la répartition des capitaux, les faits en montrent clairement la marche naturelle. Partout où des lois injustes et partiales ne la contrarient pas,

cette répartition s'opère d'elle-même à l'avantage de tous, et plus la richesse s'amasse, plus le nombre des familles qui en obtiennent leur part croît graduellement. C'est là ce qui a développé entre les anciennes aristocraties et les serfs qu'elles tenaient dans leur dépendance, des classes bourgeoises dont l'aisance et la force n'ont cessé d'augmenter, et ce qui, de nos jours, continue à multiplier, de plus en plus, les marchands, les fabricants, les artisans, les hommes qui, aux profits de leurs labeurs personnels, unissent la possession de fonds productifs plus ou moins importants. L'auteur n'aurait eu qu'à porter son attention sur le mouvement des caisses d'épargne pour reconnaître que les journaliers eux-mêmes sont maintenant en état de réaliser des économies et d'arriver à prendre place parmi les capitalistes.

L'erreur en pareille matière est d'autant plus fâcheuse qu'elle en enfante nécessairement beaucoup d'autres. Ici, elle a conduit l'auteur à se méprendre sur la véritable influence du développement de la richesse et sur les changements qui ont lieu dans la situation des familles ouvrières. Sans doute ces familles ont à supporter bien des privations; mais la loi de Dieu ne s'est pas démentie, et les progrès de la science et du travail n'ont pas eu pour effet d'ajouter au malaise d'aucune des portions de la société. Tout en constatant les inconvénients attachés aux entreprises manufacturières, il faut mettre en balance les avantages et ne pas oublier quelle était, avant que l'industrie prît tant d'essor, la condition des masses. Les maux que produisent aujourd'hui les fluctuations et les crises commerciales, les méventes, et les innovations trop brusques, alors d'autres causes les produisaient plus intenses et plus douloureux, et il suffisait des moindres accidents de récolte pour livrer aux angoisses de la faim des multitudes dénuées de ressources. Les annales des pays à présent les plus florissants sont pleines du récit de tels événements, et souvent encore on les voit s'accomplir dans les contrées arriérées de l'est et du nord de l'Europe. Ce qui nuit aux populations agglomérées des fabriques, déjà nous l'avons dit, ce n'est pas tant l'insuffisance des salaires, que le défaut de prévoyance et de sagesse dans l'usage qu'elles en font; et l'auteur lui-même, en affirmant que l'inconduite est presque la seule cause de la détresse qu'elles éprouvent, a touché de fort près à la vérité. Là, en effet, est la source principale du mal, le point sur lequel il faut porter des soins et une attention bienveillante. Mais encore importe-t-il de ne pas s'exagérer la réalité. L'intempérance, l'ivrognerie, les excès des penchants sensuels, sont plus communs et plus grossiers dans les pays ignorants et pauvres que partout ailleurs; et les orgies brutales des paysans de la Russie, les jours de marchés, étonneraient les buveurs les plus éhontés des cabarets de nos villes manufacturières.

A l'appui de son opinion, l'auteur remarque que, dans les États adonnés particulièrement au commerce, à côté d'immenses accumulations de richesses, a constamment subsisté la misère de la majeure partie des citoyens, et il invoque l'exemple de Venise, de Gênes, de Pise, de la Hollande et de l'Angleterre. Ici, une observation fort simple se présente. D'abord, s'il est vrai que l'activité mercantile des États qu'il énumère n'en ait pas banni l'indigence, il ne l'est pas qu'elle ait contribué à l'accroître : car tant que les bénéfices du négoce y favorisèrent l'augmentation des capitaux, nulle part les classes laborieuses ne trouvèrent des occupations plus nombreuses et plus lucratives. Si les petites républiques de l'Italie virent la misère succéder au bien-être longtemps répandu dans les rangs de leur population, ce ne fut qu'après qu'elles eurent perdu les

avantages du monopole dont elles étaient en possession avant la découverte de l'Amérique, et celle plus désastreuse encore pour elles de nouvelles voies de communication avec les Indes.

Quant à la Hollande, aucune contrée ne fut aussi florissante tant qu'elle demeura maîtresse des vastes possessions et de l'immense commerce de transport qu'elle avait su conquérir. Alors, tandis que ses armateurs et ses capitalistes réalisaient promptement d'énormes fortunes, ses artisans et ses ouvriers étaient largement rémunérés, et dans son sein prospéraient de concert toutes les classes. Mais vint le temps où des nations plus fortes et plus puissantes lui enlevèrent une partie des avantages dont elle avait joui, et ce fut le signal de son déclin. Plusieurs des sources où elle puisait l'opulence tarirent ou se resserrèrent, et la population tout entière eut à lutter contre les souffrances attachées à l'amoindrissement du champ antérieurement ouvert à ses labeurs. Dès lors s'étendirent l'indigence et le paupérisme; mais, loin que l'abondance des capitaux doive être comptée au nombre des causes du mal, elle servit à le combattre, et il ne s'appesantit qu'à mesure que la réduction des profits commerciaux vint ralentir ou suspendre l'accumulation graduelle des épargnes.

L'exemple de l'Angleterre n'est pas plus concluant. Si l'inégalité des fortunes y est extrême; si des masses innombrables n'y subsistent plus que de salaires sujets à des oscillations fécondes en misères, tout, dans le mal, est venu des causes qui ont précipité artificiellement le développement des forces productives du pays.

C'est sous l'impulsion d'agrandissements dus à la force des armes que l'industrie anglaise a pris son rapide essor; des bénéfices réalisés à mesure que de nouveaux débouchés lui étaient acquis, ont influé démesurément sur sa direction, et de nombreuses populations, appelées à travailler pour des marchés éloignés, subissent toutes les vicissitudes qu'y rencontre le placement incertain des produits.

D'un autre côté, c'est dans les cadres du vieux régime féodal que s'est rangée et déployée une société qui devenait industrielle. Les avantages inhérents à l'extension progressive des territoires conquis ou subjugués, l'orgueil inspiré par des victoires d'un éclat et d'une continuité sans exemple dans le monde moderne, ont caché à la nation les vices et la partialité de ses lois, et les richesses nouvelles ont été là où les appelaient les avantages réservés à la caste dominante. Vraisemblablement aussi, les fortunes considérables amassées à la hâte dans les commandements et les fonctions exercées au sein des contrées qui tombaient sous la domination britannique, ont, durant une partie du siècle dernier, sensiblement ajouté à l'action naturelle des institutions, et contribué à élargir les distances qui séparent les diverses classes.

Voilà les causes diverses du malaise dont l'industrie la plus active et la plus habile n'a pu préserver le gros de la population anglaise. Jamais les grandeurs promptement et violemment acquises n'ont donné de fruits exempts d'amertume; peut-être même les maux qu'elles laissent à la fin éclater sont-ils un de ces enseignements que la Providence réserve aux nations, afin qu'apprenant combien sont fragiles et trompeuses les prospérités nées de l'abus de la puissance et de la domination extérieure, elles renoncent à en chercher hors des voies de la paix et de l'équité. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas à un antagonisme qui ne saurait exister entre le capital et le salaire qu'il faut imputer l'étendue du paupérisme en Angleterre; c'est l'accumulation graduelle du capital, au contraire,

qui, en ajoutant sans cesse à la demande du travail, a soutenu jusqu'ici les classes ouvrières, et, pour peu que cette accumulation cessât, bientôt la misère exercerait les plus affreux ravages.

Il est à regretter que l'auteur n'ait pas mieux saisi la véritable nature des rapports établis entre le capital et le salaire. Il n'eût pas vu sortir de l'industrialisme des maux imaginaires, et regardé les associations, les compagnies de capitalistes comme destinées à dépouiller ceux qui possèdent peu en faveur de ceux qui possèdent beaucoup. L'erreur à laquelle il s'est laissé entraîner sur ce point important a notablement préjudicié à la rectitude naturelle de ses vues, et l'a fait plus d'une fois flotter indécis entre des opinions qui mutuellement s'excluent.

En revanche, il a bien étudié et bien défini les aberrations du socialisme actuel. C'est là la partie bonne et brillante de son œuvre : « Soutenir, dit-il, que l'homme a quitté les voies providentielles, c'est nier les admirables instincts qui dirigent vers leur but tous les êtres créés, et qui ne permettent pas plus à l'homme qu'aux autres créatures de s'égarer dans sa marche » ; cette pensée, juste et vraie, en le guidant dans tous les détails de ses recherches, en a assuré les résultats.

C'est surtout dans l'examen des systèmes proposés dans le but de changer les modes actuels de travail qu'il déploie une sagacité remarquable. L'association entre les maîtres et les ouvriers, ce régime tant préconisé et qui ne saurait prévaloir que dans un très-petit nombre d'industries simples et d'un exercice constamment régulier, lui a suggéré des observations à la fois ingénieuses et vraies. Le manque de liberté des manufacturiers tenus de rendre compte aux ouvriers de leurs actes et de leurs résolutions; la misère de ceux-ci en cas de pertes ou de méventes; l'impossibilité de réduire le nombre des travailleurs associés, soit dans la morte saison, soit dans le cas où le genre de fabrication cessant de convenir autant aux consommateurs, devrait se modifier ou se resserrer; le retrait des capitaux engagés à la moindre apparence de sinistre commercial : toutes ces causes de dissolution et de ruine sont nettement aperçues et expliquées avec infiniment de raison et d'habileté.

L'auteur, qui, dans la deuxième partie de son Mémoire, admet en partie la direction du travail par un pouvoir central, n'a pas été tout à fait aussi heureux dans sa critique du régime des ateliers nationaux et sociaux. Ce n'est pas cependant que les inconvénients et les impossibilités aient échappé à ses regards; loin de là : il peint ces ateliers comme devant végéter avec l'ordre, ou mourir de mort violente avec la liberté.

Dans aucun des autres Mémoires ne sont même aussi bien signalés les vices d'une organisation du travail sous laquelle les produits seraient d'autant plus chers que chacun s'arrangerait pour ne prendre que la moindre part possible aux labeurs communs, et où l'anarchie n'aurait d'autre limite que la tyrannie absolue des chefs. Ce sont encore des pages bien remplies que celles où l'auteur montre à quel point le besoin de l'indépendance est inhérent à l'homme, et combien la vie en commun répugnerait à la diversité infinie de ses goûts comme aux penchants élevés et délicats de sa nature. Mais ici encore, des préoccupations mal fondées sur la puissance du capital jettent quelque confusion dans les idées de l'écrivain et l'empêchent de conclure avec toute la précision désirable.

Dans la deuxième partie du Mémoire se trouve détaillé le plan d'association

libre auquel l'auteur rattache toutes ses espérances d'amélioration sociale. Ce qu'il a voulu, c'est un pacte qui définitivement réconciliât les capitaux, le crédit et le travail, qu'il croit en désaccord. Voici quelles en seraient les bases principales.

Dans chaque centre de population existerait une caisse qui, tout en recevant, outre les épargnes individuelles, des placements à échéance fixe, prêterait les fonds recueillis aux travailleurs, sans que ceux-ci eussent besoin d'entrer en contact avec les déposants.

De l'institution de ces caisses résulteraient :

1° La formation d'une masse au profit de chacun des membres de l'association;

2° L'acceptation du travail de ceux qui, à défaut d'argent, voudraient amasser des épargnes;

3° Des assurances locales dont les profits se répartiraient entre les associés;

Enfin, dit l'auteur, l'alliance de l'industrie avec l'agriculture.

Grâce à ces caisses, les associés se mettraient à l'abri des atteintes de l'infortune, et tous, afin de s'assurer des ressources contre les infirmités de la vieillesse, auraient droit de convertir leurs masses en placements viagers.

Des conseils d'administration seraient chargés de la gestion des intérêts communs. Leur premier soin consisterait à adopter, suivant les localités, un genre de fabrication qui permît d'utiliser le travail que les pauvres offriraient en place d'argent. A cet effet, ils puiseraient dans la caisse les fonds nécessaires à la création de l'établissement industriel et dirigeraient le débit des produits. Ces caisses correspondraient avec une caisse générale où se centraliseraient les bénéfices nets des ventes, et, de cette manière, les déposants auraient deux comptes distincts, l'un, local, où figureraient au nom de chacun ses apports grossis de sa part dans les profits des assurances et des tontines; l'autre, central, où ne serait porté que le montant du dividende à répartir entre tous les associés, à raison du bénéfice net réalisé sur les fabrications.

Ce n'est pas tout : les administrations locales ne seraient pas abandonnées à l'insuffisance de leurs lumières en matière de commerce. Une direction centrale, en relation avec tous les points de la France et avec l'étranger, par l'intermédiaire des consuls, les tiendrait au courant des besoins de la consommation et de l'étendue des débouchés. L'auteur ajoute qu'il conviendrait que les bâtiments de l'État transportassent à moitié prix les marchandises expédiées par les associations.

Telles sont les bases du système. Quelques parties en sont praticables, le reste ne l'est pas.

Il ne nous semble pas difficile, par exemple, d'annexer aux caisses d'épargne des caisses où s'effectueraient des versements à fonds perdu destinés à assurer aux déposants des pensions de retraite. Déjà existent, en Angleterre, de pareilles caisses, et le succès qu'elles obtiennent en atteste la haute utilité.

De plus, dans la difficulté d'employer, sans les exposer et sans qu'ils cessent d'être immédiatement remboursables, les fonds apportés aux caisses d'épargne, s'est rencontré jusqu'ici l'obstacle à des améliorations dont la population recueillerait beaucoup de fruits. Cette difficulté, au fond, ne nous semble avoir rien d'insoluble. Donnez aux caisses d'épargne des administrations directes et fortement constituées : elles pourraient, sous le contrôle permanent de l'État.

opérer des prêts en faveur des départements et des communes, et même des entreprises publiques. De même, des avances sur gages à l'instar des monts-de-piété, des assurances locales leur assureraient des bénéfices; et si elles allaient jusqu'à prêter aux particuliers sur obligations cautionnées pour le montant total par des déposants inscrits pour pareille somme, elles réuniraient des avantages qui leur manquent aujourd'hui et qui en feraient un plus puissant moyen d'amélioration sociale.

Mais est-il possible d'aller au delà de ces limites? Peut-on constituer des établissements industriels à l'aide des capitaux amassés par les caisses ouvertes aux épargnes du pauvre et en assurer le succès? Rien dans toute cette partie du système d'association proposé ne résiste à l'examen.

Bien des villes en France ont, dans les moments de crise industrielle, offert du travail aux ouvriers sans emploi. C'était un excellent mode de charité, auquel il serait bon, dans les villes manufacturières, de recourir plus fréquemment. Ce n'était pas une œuvre industrielle, car, quelque simples que fussent les tâches, jamais leur accomplissement n'a remboursé les avances qu'en exigeait le salaire.

Supposez ouverts les ateliers que l'auteur propose d'instituer. A Paris, on aurait, suivant lui, des ateliers d'ébénisterie et d'horlogerie; à Rouen, une filature de coton. Mais, évidemment, tous les ouvriers étrangers aux genres d'industrie adoptés, et ce serait de beaucoup le plus grand nombre, n'y sauraient apporter un travail utile et fructueux. Quant aux hommes de la profession même, ce sont les moins habiles qui sont congédiés les premiers aux époques de mévente, et ceux-là ne déploieraient, durant leur passage dans l'établissement public, ni assez d'énergie, ni assez d'adresse pour laisser des produits à même de se bien vendre. De tels ateliers, à l'inconvénient de n'être accessibles qu'à une seule portion des gens momentanément sans ouvrage, joindraient celui de ne pas solder les frais, et tôt ou tard les caisses fondatrices succomberaient sous le poids du déficit.

C'est une autre illusion d'admettre la formation de conseils sous la direction desquels fleuriraient les ateliers. Ce n'est pas trop, en industrie, de toute la puissance de l'intérêt privé pour assurer le succès des entreprises; aussi de simples administrateurs, en les supposant même doués des connaissances techniques que réclamerait le genre de travail adopté, se lasseraient-ils bientôt d'une tâche ingrate et stérile. Les bureaux de bienfaisance et les municipalités fonctionnent gratuitement, dit l'auteur, et cela est vrai; mais leur œuvre est simple et n'exige que peu de soins. Nous doutons qu'ils consentissent à la continuer s'il leur fallait seulement y consacrer chaque jour quelques heures. Il n'est pas sensé de présumer trop de la vertu et de l'abnégation humaines; tout système qui requiert des sacrifices de temps ou de labeurs dont ne sauraient s'accommoder les intérêts privés, n'est pas destiné à rendre de grands et longs services.

Ce qui étonne dans les plans d'association de l'auteur, c'est leur ressemblance avec les projets d'ateliers nationaux ou sociaux dont il a si bien énuméré les causes de ruine. En songeant à créer une industrie publique afin qu'elle serve à contenir ce qu'il appelle les abus de l'industrie privée, il lui a fallu recourir aussi à une direction centrale non moins incapable d'embrasser dans ses combinaisons l'ensemble des faits sur lesquels elle aurait à statuer, que le seraient les comités du néosocialisme de régler la marche, les mouvements, les vicis-

situdes des besoins de la consommation et du travail. Lui aussi, il a oublié quels sont les ressorts de l'activité humaine, et combien peu il faut compter sur la continuité d'efforts désintéressés et le succès d'œuvres dont les agents et les directeurs, n'exposant pas leurs propres capitaux, ne seraient stimulés que par le simple désir de contribuer au bien public.

Nous avons séparé, dans le système dont nous venons de vous entretenir, ce qui nous paraît praticable de ce qui ne saurait l'être. L'auteur est assurément un homme éclairé et bienveillant; mais il a écrit sous l'empire d'une préoccupation mal fondée, et que des études d'économie politique plus attentives et plus fortes auraient certainement dissipée.

Le tort des Mémoires n°s 16 et 5 est d'avoir trop accordé à la puissance bienfaisante de l'association; le tort des Mémoires n°s 19 et 6, dont il nous reste à vous rendre compte, est de l'avoir trop dédaignée ou contestée.

C'est cependant un Mémoire très-bien fait que celui qui porte, avec le n° 19, l'épigraphe suivante : *Science, liberté, égalité.* Tout ce qu'a de chimérique la recherche d'une formule générale d'association y est savamment démontré, et les nombreuses erreurs des disciples de Saint-Simon, d'Owen et de Fourier y sont exposées sous leur véritable jour. L'auteur entre à cet égard dans des détails qui attestent toute l'étendue de ses connaissances. Si d'autres ont expliqué comme lui quelle violence devait subir la nature humaine dans ces agrégations artificielles où le travailleur prudent et vigoureux resterait à la merci de compagnons sans vertus et sans activité, seul il a nettement démontré que la concurrence qu'on voudrait bannir entre individus renaîtrait plus formidable entre les associations elles-mêmes, et leur rendrait aggravées des misères inévitables. A son avis, les véritables associations sont celles qui, de tout temps, se sont formées naturellement, et la famille, la commune, la nation suffisent à tous les besoins de l'ordre social. Nulle combinaison factice ne saurait les remplacer avec avantage; car les faits accomplis dans la suite des siècles sont la manifestation régulière et sûre de la nature de l'homme, et la science n'est dans la vérité qu'autant qu'elle se borne à formuler ce qu'ils ont eu de constant et d'universel.

C'est dans la culture de l'économie politique, ajoute-t-il, qu'il faut chercher le secret des améliorations dont l'état social devient susceptible; mais, quelle que soit l'influence du progrès des institutions, nul ne découvrira le moyen de couper à leur racine les maux auxquels l'humanité est en butte, et les réformateurs modernes qui nous annoncent qu'ils l'ont découvert s'abusent étrangement.

Quant à la misère, l'auteur pense que, de nos jours, on en exagère un peu l'intensité. Partisan des doctrines de Malthus, il ne la croit excessive que là ou la population surabonde, et en voit le remède dans un développement moral qui conduirait les hommes à ne s'engager dans les liens du mariage qu'après avoir amassé des ressources et sagement considéré les éventualités de l'avenir.

Il est fâcheux qu'il n'ait rien ajouté à ces conclusions. Évidemment, partout, la misère des classes laborieuses résulte bien moins de l'insuffisance de leurs moyens d'existence que du défaut de réserve et de sagesse qu'elles portent dans leurs actes. Y a-t-il des mesures propres à les amener dans les voies de l'ordre, de la prévoyance et de l'économie? Des associations sagement fondées pourraient-elles contribuer à réfréner et à contenir les penchants à la dissipa-

tion et à l'intempérance qu'elles doivent en partie au manque de culture intellectuelle et morale, mais en partie aussi au régime de l'atelier et aux excitations d'un travail monotone et trop continu? Cette partie si importante de la question, l'auteur semble l'avoir dédaignée; et c'est un reproche que nous sommes d'autant plus en droit de lui adresser, que le talent et les connaissances dont il a fait preuve attestent qu'il était en mesure de la traiter avec succès.

Le Mémoire est écrit d'un style clair, vif, mais un peu pressé. Il semble que l'auteur ait eu hâte d'en finir et se soit abstenu comme à dessein d'entrer dans le détail d'idées justes et bien arrêtées, qui ne pouvaient que gagner à être plus amplement développées.

Il ne nous reste à signaler à votre attention que le Mémoire n° 6, portant pour épigraphe ces paroles de Paley: « Le moyen de connaître la volonté de Dieu par les lumières naturelles est de chercher quelle est la tendance d'une action relativement au bien général. » Ce Mémoire, bien qu'il soit incomplet dans certaines parties, et n'embrasse pas suffisamment la totalité du sujet mis au concours, n'en est pas moins une composition très-distinguée. S'il laisse à désirer plus de nerf et de vigueur dans ses conclusions, s'il contient des redites et même quelques opinions hasardées, il a des qualités d'un ordre élevé, et ce n'est que par le manque de hardiesse dans l'examen des applications dont l'association est susceptible qu'il laisse à désirer.

Outre un avant-propos, ce Mémoire a deux parties distinctes. La première traite de la misère considérée dans ses rapports avec l'état social des peuples, avec la nature et la forme de leurs occupations, ainsi qu'avec leurs habitudes collectives et privées. La seconde consiste en considérations générales sur les moyens de prévenir et de réduire l'indigence.

Dans toute la première partie, l'auteur, bien pénétré de cette maxime vraie qu'on ne saurait réduire la puissance des causes de l'indigence qu'en accroissant les forces morales qui tendent à la prévenir, retrace habilement les conditions essentielles à la prospérité générale des sociétés. A son avis, le régime naturel et la liberté industrielle constituent la meilleure des organisations possibles, et les utopistes montrent une singulière témérité en prétendant substituer leur propre sagesse à celle du Créateur. C'est du droit de propriété et de la constitution de la famille que sont sortis tous les avantages acquis successivement par l'humanité, et il suffirait de porter la moindre atteinte à ces institutions, de supprimer ou de limiter la transmission des héritages des pères aux enfants, pour ramener à la misère des temps accomplis des populations chez lesquelles disparaîtraient les principaux mobiles du travail et de l'accumulation des épargnes.

Plus loin, l'auteur examine les effets de la libre répartition des valeurs produites et de la concurrence entre les producteurs. Arrivé aux théories qui tendent à régler le choix des occupations et la répartition des fruits du travail, il montre qu'il n'en est pas une dont l'application n'enfanterait plus de maux que n'en laisse subsister le régime né du développement naturel de l'ordre social, et pose en principe que tout moyen d'atténuer l'indigence, qui ne se concilierait pas pleinement avec le maintien intégral du droit de propriété et de transmission, ainsi qu'avec la liberté des transactions industrielles et mercantiles, serait nécessairement dommageable ou sans efficacité.

Toute cette partie du Mémoire est irréprochable; partout y brillent des con-

naissances sérieuses et une rare sagacité à démêler les complications que présentent beaucoup de faits sociaux. Viennent ensuite des pages non moins sensées sur la nature de l'indigence. L'auteur la considère dans sa généralité comme un état relatif, variant suivant le degré de développement des besoins populaires, et s'améliorant à mesure que la civilisation croît et étend son empire.

Cinq chapitres sont affectés à l'examen des causes multiples de l'indigence. Causes générales, et causes liées à la liberté industrielle, aux institutions, aux mœurs et habitudes collectives des populations, aux mœurs ou aux habitudes privées des individus et des familles, causes attachées à la surabondance des populations, rien n'est omis, et peut-être même y a-t-il quelque prolixité dans les détails où l'écrivain a cru devoir entrer.

Voici longtemps que l'indigence est l'objet de recherches incessamment renouvelées, et le terrain a été si souvent rebattu, qu'il y reste bien peu de découvertes à faire : aussi regrettons-nous que l'auteur, au lieu d'en fouiller tous les recoins avec la même attention, n'ait pas concentré principalement ses recherches sur quelques points d'un intérêt particulier. Ce qu'il dit de la spécialisation des occupations et des misères qui atteignent l'ouvrier lorsque ta profession à laquelle il s'est voué cesse de rémunérer ses talents, et qu'il lui faut en chercher une autre, est vrai et méritait de plus larges développements. L'ouvrier subit les vicissitudes de l'industrie dont il a fait l'apprentissage ; il ne passe pas, au gré des changements qui surviennent, d'un travail qu'il connaît à un travail nouveau ; et ce fait est d'autant plus important à suivre dans ses détails, qu'il est celui dont il importe le plus de tenir compte toutes les fois qu'il s'agit de toucher au régime industriel établi, même afin de l'améliorer par l'extension des facilités destinées à ajouter au bienfait des échanges entre les nations.

Parmi les causes de la misère, la plus active, c'est assurément l'insuffisance des forces intellectuelles et morales des populations. L'auteur l'a bien senti, et toute la portion de son travail qui se rapporte à l'influence des mœurs et des habitudes des individus et des familles est digne d'éloges. Seulement il aurait pu étendre davantage les considérations qu'il présente. Il est certain que le taux des salaires ne donne pas la juste mesure de l'état des populations. Si des salaires trop bas sont une cause de souffrances et de vice, il ne suffit pas que ces salaires croissent pour relever la condition de ceux qui en subsistent. Plus d'une fois on les a vus s'agrandir tout à coup sans qu'aucun bien en résultât ; l'ouvrier n'était pas préparé à user sagement des nouveaux moyens de bien-être qui devenaient son partage, et une addition considérable de ressources se convertissait d'abord en une sorte de prime à des désordres féconds en motifs d'indigence. Epurer, dignifier, assainir les penchants et les goûts des classes que nourrit le travail de leurs bras, voilà le véritable moyen de leur assurer les avantages qui leur manquent. Tout système, toute institution qui n'est pas fondée sur ce principe n'est d'aucun effet ; car les améliorations matérielles, en apparence les plus bienfaisantes, ne sont réellement fructueuses qu'à la condition de s'unir à des améliorations de l'ordre moral.

L'auteur, attentif à passer en revue toutes les causes possibles de l'indigence, nous semble n'en avoir pas toujours bien évalué la portée respective. C'est un mal assurément que l'excès de l'impôt et de l'action administrative ; un gouvernement équitable et sage réduit ses exigences autant que le permet

la nécessité de remplir sa mission ; mais il importe qu'il n'en laisse aucune partie en souffrance, et ici la mesure est d'autant plus variable, qu'elle est fournie par des diversités sans nombre résultant de particularités de situation géographique, de voisinage et même de mœurs et de lumières nationales. En matière d'impôt, il faut se souvenir aussi que, s'il est des taxes qui ont des inconvénients d'une gravité spéciale, c'est toujours une œuvre douloureuse que leur transformation, et qu'il s'ensuit que l'ancienneté de leur existence peut être un motif valable pour en conserver d'assez mal entendues tant qu'on n'est pas libre de les abolir sans les remplacer.

Une opinion économique de l'auteur, assez répandue maintenant, et qui pourtant n'en est pas mieux fondée, est celle qui place au nombre des causes de l'indigence ce fait, qu'à mesure que la population et les capitaux mobiliers prennent de l'accroissement, les prélèvements opérés par les propriétaires fonciers s'élèvent de manière à ce qu'il reste moins à partager entre les salariés et les capitalistes.

Tout ce qui est vrai à cet égard, c'est qu'à mesure que la population s'amasse, le prix des subsistances s'élève assez pour permettre d'étendre la culture sur des terres moins fertiles que celles qui d'abord en avaient reçu le bénéfice, et que, dans ce mouvement de la production, les propriétaires fonciers gagnent le montant de la plus-value des produits qu'ils récoltent ou reçoivent à titre de fermage. S'ensuit-il que les autres classes y perdent quelque chose? S'il en était ainsi, on ne les aurait pas vues s'enrichir progressivement dans tous les pays où le développement des arts et de l'industrie, en multipliant la population, amenait l'accroissement de la valeur des denrées. Toutes les fois qu'un fait général contredit une opinion, c'est la preuve que cette opinion pèche par quelque côté important, et ici tel est le cas.

C'est un mal que l'art agricole, malgré les perfectionnements qu'il réalise, ne puisse constamment arrêter la hausse de produits dont la demande augmente; mais ce mal se lie à des circonstances dont le bénéfice suffit naturellement pour en dédommager largement la société. Les populations ne croissent régulièrement que sous l'impulsion de progrès industriels qui étendent leurs ressources, et leur accumulation même, en rendant leurs travaux plus actifs et plus féconds, leur assure des avantages qui l'emportent sur les inconvénients inhérents à l'élévation du prix de subsistances qu'il faut tirer, en plus grande partie, de fonds moins productifs. D'un autre côté, l'addition de revenu obtenue par les possesseurs des terres le plus anciennement exploitées, en favorisant la formation des épargnes et des capitaux, contribue à assurer aux classes ouvrières des occupations plus nombreuses et mieux rétribuées. Voilà pourquoi d'ordinaire les pays les plus peuplés sont les plus florissants, et ceux où les salaires, la nourriture payée, permettent aux masses d'être mieux vêtues, mieux logées, mieux meublées que partout ailleurs. En Angleterre, par exemple, le prix des subsistances est de 20 à 25 pour 100 plus élevé que dans la plupart des départements de la France, et les salaires, en revanche, le sont en moyenne d'au moins 40.

L'auteur cite et met en regard les États-Unis d'Amérique et l'Irlande, comme s'il n'y avait rien d'exceptionnel dans la situation de ces deux contrées. Aux États-Unis, la population joint, aux avantages résultant de la possession d'un sol à peu près sans valeur vénale, ceux de pouvoir appliquer à ses travaux les arts et les connaissances que le vieux monde n'a acquis qu'au prix

d'immenses labeurs et à mesure que ses habitants s'y sont entassés, et de là sa prospérité sans exemple. En Irlande, au contraire, des siècles d'oppression ont pesé sur un peuple vaincu ; des lois ennemies, en ruinant systématiquement son industrie, l'ont dépouillé de la plupart des moyens de subsistance dont il disposait ; mais si l'auteur, au lieu de comparer l'Irlande avec l'Amérique, avait songé à l'Angleterre, il aurait vu que là les salaires, rapprochés du prix des denrées et du taux des fermages, assurent aux simples ouvriers un excédant qu'ils sont bien loin d'obtenir en Irlande.

La seconde partie du Mémoire, où sont examinés les moyens de prévenir la misère, n'a pas, à beaucoup près, autant de valeur que la première. Ce n'est pas que l'auteur, en considérant l'association comme un puissant moyen de développer l'intérêt moral et de lui donner plus d'empire sur les volontés et la conduite des individus, n'en ait saisi de prime abord le grand et utile côté ; mais cette pensée vraie et féconde, il s'est borné à l'énoncer, et ne l'a pas suivie dans les diverses applications qu'il est possible d'en faire. Les plans qu'il propose sont à peine formulés ; tout est vague, incertain dans ses appréciations, et nous ne pourrions, au sujet de cette section de son travail, que reproduire les réflexions déjà énoncées à l'occasion du défaut de conclusion reproché au Mémoire inscrit sous le n° 19.

Telles sont les observations que nous avons à vous soumettre sur un concours dont nous attendions de meilleurs résultats Sur vingt Mémoires, il n'en est pas un qui n'ait des imperfections notoires, ou qui ait rempli suffisamment la tâche imposée ; et décerner le prix, ce serait couronner des travaux incomplets, ou s'exposer à couvrir de la sanction académique des opinions au nombre desquelles il s'en trouve que la science ne saurait admettre.

Entre les motifs qui nous auraient fait désirer que le concours eût une autre issue, il en est un surtout qui nous a vivement touchés. Les études graves et sérieuses ne gagnent pas de terrain parmi nous ; le grand nombre des Mémoires où sont méconnues jusqu'aux conditions les plus simples de l'organisation et de la vie sociales ne le témoigne que trop ; et nul doute que la publication d'un travail où la vérité eût été bien et complètement dite sur des questions dont tant d'esprits se préoccupent aujourd'hui, n'eût été d'une utilité considérable.

Malheureusement, ceux des concurrents qui ont le mieux signalé tout ce qu'offrent de faux et de chimérique les plans de régénération sociale que chaque jour la France voit naître, à la plus grande gloire de l'imagination humaine, se sont montrés d'une circonspection excessive, et à peine ont hasardé quelques pas dans les voies dont l'Académie réclamait l'exploration. Tout en constatant habilement qu'il est des lois providentielles sous l'empire desquelles se forment et grandissent les sociétés, et dont les moindres infractions sont sévèrement châtiées, ils ont trop oublié que ces lois n'ont pas dispensé l'homme de soins et de labeurs, et que s'il existe des maux dont il ne saurait fermer entièrement la source, il ne lui en est pas moins donné de pouvoir en restreindre et borner le cours.

De nos jours, les sociétés de l'Europe changent de face ; éclairée, guidée par des découvertes qui se succèdent avec une rapidité inouïe, l'industrie a pris un immense essor. A côté des populations ouvrières des campagnes s'en amassent d'autres autour des centres de production manufacturière, et bien que celles-ci n'aient pas à endurer les rudes privations qui autrefois pesaient sur la

totalité des classes pauvres, elles n'en sont pas moins soumises à des infortunes d'un ordre particulier. Si leurs salaires ont sensiblement augmenté, c'est au prix d'oscillations qui en affectent la régularité; d'autre part, le contact trop continu que leur impose leur genre de travail, suscite et propage dans leurs rangs des penchants contraires au bon emploi des ressources dont elles subsistent. Ce sont là des causes d'indigence dont elles ont à souffrir, et qui méritent des soins qu'on aurait tort de regarder comme devant demeurer sans efficacité.

Voyez quel bien ont commencé à produire des institutions auxquelles personne ne songeait il y a un demi-siècle. Déjà les caisses d'épargne, en recueillant et faisant valoir ses économies, excitent le pauvre à les multiplier. Voici maintenant des caisses de retraite qui lui offrent le moyen de pourvoir aux besoins de l'âge où ses bras affaiblis ne peuvent plus le nourrir, et leur succès en Angleterre garantit qu'elles ne tarderont pas à prendre racine dans d'autres contrées. Eh bien, des combinaisons tontinières, des sociétés de secours mutuels, pourraient aussi fournir de précieuses sûretés contre les accidents qui surprennent ceux dont la subsistance dépend du prix variable d'un travail quotidien. C'était une noble tâche de rechercher quelles sont, parmi ces sortes d'institutions, celles qui, dès à présent, sont acceptables et celles qui ne tarderont pas à le devenir; et cette tâche était digne des plus distingués d'entre les écrivains qui ont pris part au concours. Si la science ne doit pas se hâter de conclure, s'il est indispensable qu'elle consulte soigneusement les faits accomplis, elle est tenue cependant de se souvenir que les sociétés marchent et se transforment, et que le passé ne contient pas toujours la véritable mesure des possibilités de l'avenir.

C'est une circonstance assez remarquable du concours, que le très-petit nombre de Mémoires où ne se réfléchit aucune des opinions erronées auxquelles se sont attachées les diverses écoles sorties du sein du néo-socialisme. C'est là évidemment un fruit de la confusion jetée dans les intelligences par les longues et nombreuses tourmentes que la France a subies; aussi, tout en regrettant l'espèce de crédit que semblent conserver encore des maximes dont le moindre tort est de semer, au milieu des populations trompées sur les nécessités de leur existence, de tristes et douloureuses irritations, n'avons-nous droit ni de nous en étonner ni de nous en plaindre. Chaque époque a ses erreurs dont il faut accepter la manifestation : et peut-être de nos jours n'est-il pas sans utilité que des esprits chimériques, en exagérant les afflictions sociales, pressent les classes en possession des richesses et des lumières de s'en occuper plus activement. L'apôtre disait : « Vendez vos biens, remettez-en le prix aux pauvres, et suivez-moi : Dieu sera avec vous. » Assurément, le précepte, s'il eût été généralement suivi, aurait fait de la terre un séjour de détresse universelle; mais alors, pour mettre un peu de charité dans les âmes, pour éveiller chez les riches, endurcis au spectacle des iniquités de l'esclavage, quelques sentiments de fraternité humaine, il fallait aller dans le langage au delà des bornes de la raison et de la vérité. Eh bien, les utopies que provoquent et multiplient certaines phases de la vie des nations d'ordinaire ont leurs causes. et ni leur valeur critique ni les avertissements qu'elles contiennent ne doivent être trop dédaignés. Dans nos sociétés avancées s'amassent et se concentrent maintenant des masses ouvrières dont l'existence est en butte à de pénibles et dures vicissitudes; les réformateurs, en signalant le mal, en attisant les pas-

sions qu'il suscite, n'ont pas permis de le négliger, et leurs nombreux écrits sont bien pour quelque chose dans l'attention sérieuse dont il est devenu l'objet. Certes ce ne sont pas eux qui le guériraient; car des remèdes insensés qu'ils inventent ne sauraient jaillir que de nouvelles et plus affreuses misères; mais les recherches dont ils ont contribué à décider le cours, ont achevé d'en dévoiler le principe. A présent, on le sait mieux que jamais, c'est dans la faiblesse intellectuelle et morale des populations que réside la cause principale de leurs souffrances; c'est en travaillant à leur inspirer des idées d'ordre et de prévoyance, des sentiments de sagesse et de dignité, qu'on en réduira la fatale activité; toute institution qui n'irait pas droit à ce but essentiel n'offrirait que des palliatifs insuffisants. Désormais, ces vérités sont pleinement acquises, et elles ont trop de prix pour qu'il faille regretter des contradictions qui auront servi à les faire éclater sous un jour plus complet et mieux assuré.

Imprimerie de HENNUYER et TURPIN, rue Lemercier, 24. Batignolles.